

**ARRÊTÉ**  
**portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables**  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**  
**Société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE à AMIENS**

**LE PRÉFET DE LA SOMME**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment, ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED et notamment l'annexe 3.1 – V ;

**Vu** l'arrêt préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> octobre 1996 modifié, accordé à la société S.A VALORGA PICARDIE pour l'exploitation d'installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes 15 rue de la Croix de Pierre à AMIENS, concernant notamment la rubrique 3532 (Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...]) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 délivré à la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE pour l'établissement qu'elle exploite à AMIENS et notamment ses articles 8.1.6, 8.2.3 et 8.3.2 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le changement d'exploitant délivré le 19 février 2002 à la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE pour le site qu'elle exploite 15 rue de la Croix de Pierre à AMIENS ;

**Vu** les donner-acte des 22 et 25 avril 2024 délivrés à la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE pour l'établissement qu'elle exploite à AMIENS ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 9 avril 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 20 août 2025, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 4 septembre 2025, reçu le 8 septembre suivant ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

## Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 9 avril 2025 réalisée sur le site IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE à Amiens l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- Par courriel du 9 avril 2025, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais les éléments documentaires attendus pour justifier du respect des prescriptions contrôlées. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées par courriel du 20 juin 2025 qu'il transmettrait les dernières pièces justifiant du respect des prescriptions contrôlées. L'exploitant n'a pas transmis ces pièces.
- L'exploitant n'a pas pu justifier que la vanne de coupure avec asservissement en amont et la vanne de sortie sur la canalisation de biogaz des bâches souples de l'UT50 sont entretenues.
- L'exploitant n'a pas pu justifier de la formation de ses collaborateurs pour cette situation accidentelle mentionnée dans l'étude de dangers.
- Deux capteurs/détecteurs de gaz sur les quatre capteurs/détecteurs des bâches souples de l'UT50 sont non conformes dans le rapport de vérification périodique de décembre 2024.
- L'exploitant n'a pas pu justifier qu'il applique les techniques suivantes :
  - surveillance en continu du gaz mis à la torchère : mesure du débit de gaz et estimation des autres paramètres : composition du flux de gaz, pouvoir calorifique, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz de purge, émissions polluantes, bruit. La durée et le nombre des opérations de torchage sont enregistrés et permettent l'estimation des flux émis. L'exploitant analyse ces informations pour éviter de futures opérations de torchage ;
  - la conception des torchères est optimisée : hauteur, pression, assistance par vapeur, air ou gaz, type de bec de torche ;
  - l'unité de mise à la torche est gérée de façon à garantir l'équilibrage du circuit de gaz et utilise des systèmes avancés de contrôle des procédés.
- L'exploitant n'a pas justifié que les installations électriques de l'UT50 sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, la protection de la nature, la protection de l'environnement et la protection des paysages ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE de respecter les dispositions de l'annexe 3.1 – V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 précité et les articles 8.1.6, 8.2.3 et 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1. – OBJET**

La société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE sise 15 rue de la Croix de Pierre, zone industrielle Nord à AMIENS est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2. – ENTRETIEN DES VANNES DE COUPURE AVEC ASSERVISSEMENT EN AMONT ET AVAL DE L'UT50 ET FORMATION**

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8.1.6 « Étude de dangers » de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 susvisé qui prévoit notamment que : « *L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers, dont les vannes de coupure amont et aval automatiques avec asservissement sur la canalisation de biogaz.*

*L'exploitant met en oeuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers ».*

### **ARTICLE 3. – DÉTECTEURS DE GAZ DE L'UT50**

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8.2.3 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 qui prévoit notamment que : « *L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]*



des détecteurs de gaz à proximité des chaudières (brûleurs à gaz) dans le local abritant des bâches souples [...]. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référents en vigueur et les porte sur un registre. ».

#### **ARTICLE 4. – TORCHÈRE**

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'annexe 3.1 – V « - Limitation de l'usage et conception des torchères » de l'arrêté ministériel 7 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED qui prévoit notamment que : « L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières, et l'exploitant applique toutes les techniques suivantes :

- surveillance en continu du gaz mis à la torchère : mesure du débit de gaz et estimation des autres paramètres : composition du flux de gaz, pouvoir calorifique, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz de purge, émissions polluantes, bruit. La durée et le nombre des opérations de torchage sont enregistrés et permettent l'estimation des flux émis. L'exploitant analyse ces informations pour éviter de futures opérations de torchage ;
- la conception des torchères est optimisée : hauteur, pression, assistance par vapeur, air ou gaz, type de bec de torche ;
- l'unité de mise à la torche est gérée de façon à garantir l'équilibrage du circuit de gaz et utilise des systèmes avancés de contrôle des procédés [...] ».

#### **ARTICLE 5. – VÉRIFICATION DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DE L'UT50**

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8.3.2 « installations électriques » de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 qui prévoit notamment que : « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.[...] ».

#### **ARTICLE 6. – SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 7. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture, pour une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 8. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

#### **ARTICLE 9. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE.

AMIENS, le 13 OCT. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Emmanuel MOULARD